

OUI ou NON : DE LA VERITABLE INFLUENCE D'UNE EUROPE DES ETATS (05 04 05)

par Jean-Claude COURDY

L'Europe des Etats en question

Le récent voyage du Président français, M. Jacques CHIRAC à Tokyo a été pour le gouvernement japonais l'occasion de montrer que dans la balance de puissance internationale, l'Amérique et singulièrement les Etats-Unis, pesaient plus lourd que l'Europe.

Plusieurs analystes français et européens ont pu s'étonner de l'entêtement inattendu du Premier Japonais sur les deux sujets qui tenaient à cœur au président français lors de sa visite récente au Japon : la question de la levée de l'embargo sur les armes à destination de la Chine et la localisation du projet ITER pour lequel le Japon propose un site alors que les européens sont d'accord pour implanter le futur réacteur en France, à Cadarache.

Dans les deux cas, derrière le refus poli du "Japon qui dit non" à l'Europe, on est tenté de voir la pression que les Etats-Unis exercent sur le Japon.

On a cru déceler de la part du gouvernement japonais, un virage à droite mis en évidence par l'engagement de Tokyo en Irak et son "suivisme" politique à l'égard de Washington. Cette analyse européocentrique et franco française ne met en évidence que l'autre, seul responsable et évacue toute autocritique susceptible de remettre en cause ce que nous considérons à tort comme un invariant autrement dit une situation qui ne changera jamais quoi qu'il arrive : l'existence d'une seule Europe possible, l'Europe des Etats. De ce point de vue, une fois de plus, la France montre le mauvais exemple qui mérite d'être décortiqué. En disant majoritairement non à la Constitution européenne, ce n'est pas telle ou telle disposition d'un texte qui est mise en cause, c'est le principe même d'une constitution européenne. A droite comme à gauche, les tenants du non veulent garder un pré carré à l'extérieur duquel leur influence risquerait de sombrer. **Dans les majorités comme dans les oppositions la création d'un Etat fédéral européen bouleverserait la carte électorale de chacun des pays de l'Europe des 25.**

Dans l'hypothèse d'un Etat fédéral européen, aucun député ne serait assuré de retrouver son siège ; quant aux sénateurs, ils seraient certains de disparaître à moins d'accepter la réforme pour laquelle de Gaulle a été mis en minorité. Les institutions actuelles de l'Europe des Etats ont fait leur temps ; pas étonnant dès lors que la Constitution proposée engendre la peur de mettre en évidence le caractère dépassé d'une cohabitation entre nations où chacun n'a d'autre souci que de faire valoir sa différence.

L'entretien Chirac Koizumi à Tokyo a montré que l'Etat Fédéral américain pesait d'un autre poids que l'Etat confédéral européen.

Comment en serait-il autrement dans une Europe bureaucratique incapable de se soumettre à un pouvoir politique. M. Bush est beaucoup plus rassurant pour son allié japonais qu'une Europe divisée dont plus de la moitié de ses nouveaux membres ont gardé les réflexes d'avant leur admission par exemple en préférant acheter américain qu'européen en matière de défense, voire dans le domaine civil. Le non qui entraverait la marche de l'Europe vers son unité retarde d'autant plus le moment où l'Europe pourra faire jeu égal avec les super puissances présentes comme les Etats-Unis et le Japon ou futures comme la Chine.

Casser l'invariant que représente l'Europe des Etats, c'est entrer dans une nouvelle étape de construction pacifique d'un monde plus équilibré.

Ne pas bouger, freiner le changement, c'est à coup sur engager une bataille perdue pour tous et d'abord pour ceux qui se plaisent dans l'immobilisme ou pour paraphraser le philosophe de gauche Cornelius Castoriadis, dans la phase de décomposition que nous vivons.

Jean-Claude COURDY

www.geopolitis.net